



HYPERPUISSANCE AMÉRICAINE : LE REVERS DE LA MÉDAILLE

La suprématie du « Hard Power » américain ne vient-elle pas saper les bases de leur « soft power » ?

**Mémoire de géopolitique
du lieutenant-colonel Frédéric UGO
dans le cadre du séminaire « Géopolitique des États-unis »**

Directeur : Monsieur Nicolas KESSLER

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Hyperpuissance américaine : le revers de la médaille.
2. 2007_memoire_geop_revers hyperpuissance US_Ugo
3. Lieutenant-colonel, armée de l'Air, UGO Frédéric, France
4. 12 mars 2007
5. Division D – groupe D6
6. Mémoire de géopolitique
7. Hyperpuissance depuis la fin de la guerre froide, les déterminants de la puissance américaine sont nombreux et permettent aux Etats-Unis d'afficher une domination globale sur le monde. Cette domination est à la fois « soft », c'est-à-dire souple, permettant l'attraction par un modèle envié, mais aussi « hard », avec les possibilités de rétorsion offertes par la puissance militaire et économique. Depuis quelques années, il semble que le pouvoir « Hard » prenne le dessus, alors qu'il n'est pas certain que ce choix soit le plus judicieux au regard des nouvelles menaces. Ainsi, le modèle américain perd de sa superbe et de son pouvoir attractif, et conjugué à une politique étrangère agressive, le fossé transatlantique se creuse, et un antiaméricanisme profond est entretenu.
8. Hyperpuissance, Hard et Soft Power, Unilatéralisme, Antiaméricanisme.

Hyperpuissance américaine, le revers de la médaille ?

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : L'HÉGÉMONIE AMERICAINE : MYTHE OU RÉALITÉ ?

De la puissance

Les piliers de l'hégémonie américaine

Soft power : une notion clé de la stratégie américaine

L'hégémonie américaine en question

DEUXIÈME PARTIE : LE REVERS DE LA MEDAILLE

Le modèle américain en question

Un fossé transatlantique grandissant

L'antiaméricanisme comme poison

INTRODUCTION

Il est toujours nécessaire de mieux connaître, et donc comprendre, les Etats-Unis. Un pays pas comme les autres de par sa taille, sa population et le poids économique et stratégique qui en découle. La puissance des Etats-Unis ne cesse de fasciner. On la constate et on l'observe, on l'analyse. Parfois, on la subit et on la dénonce. Mais le fait est là, incontestable : cette puissance est réelle et on peut difficilement la remettre en cause. A l'aube du XXI^e siècle, les Etats-Unis exercent en effet dans de nombreux domaines une suprématie impressionnante. En matière politique, militaire, stratégique, scientifique ou culturelle, la domination américaine est telle qu'on qualifie bien souvent ce pays d'empire car sa sphère d'influence s'étend à la planète toute entière. La fin de la Guerre froide puis les événements du 11 septembre 2001 sont venus complexifier la donne géopolitique mondiale, dont les américains restent malgré tout les acteurs majeurs.

La superpuissance américaine, hégémonique en bien des domaines, se scinde en deux composantes de natures bien distinctes, l'une fondée sur l'attractivité et l'envie de faire croire en un modèle supérieur, et l'autre davantage axée vers les rapports de force brute, qu'elle soit militaire, économique ou financière. Apprendre à combiner ces deux éléments est complexe, et la tentation est grande en situation dominante de ne s'appuyer que sur la plus dure de ces puissances. S'agit-il pourtant de la meilleure méthode pour combattre les menaces actuelles ?

De fait, cette culture de la puissance américaine est paradoxale, car si la volonté de maintenir la puissance américaine est réaffirmée fréquemment par les grands idéologues de la pensée stratégique outre atlantique, rares sont les thèses qui s'interrogent sur l'utilité de cette puissance et sa finalité. Les Etats-Unis sont-ils un monstre ou un modèle à suivre ? Le postulat affirmant que les Etats-Unis sont vertueux et que la domination américaine est une fin en soi est-il pertinent ?

L'hégémonie de la puissance américaine s'appuie sur des piliers solides, mais contrastés par le délaissement de la partie souple de sa puissance au profit de la coercition et des pressions économiques. Les Etats-Unis ont découvert la vulnérabilité, et y répondent par un recours à l'unilatéralisme, mettant à mal l'image d'un modèle américain pourtant adulé il y a peu, favorisant les malentendus transatlantiques et entretenant l'américanophobie : c'est le revers de la médaille.

Après avoir défini le concept d'hyperpuissance et abordé les notions de « soft » et « hard » *power*, nous verrons que l'hégémonie américaine est globale, mais qu'elle peut être remise en question par les choix réalisés pour l'utilisation de cette puissance. Ainsi, ces choix finissent par accentuer les imperfections d'un modèle, creuser un fossé transatlantique en opposant la faiblesse européenne à la puissance américaine. L'unilatéralisme américain fait naître des soucis de légitimité pour la diplomatie américaine, et déclenche par-dessus tout un poison qui tend à s'étendre sur la planète et qui sera lent à dissiper : l'antiaméricanisme.

PREMIÈRE PARTIE : L'HEGEMONIE AMÉRICAINE, MYTHE OU RÉALITÉ ?

11. DE LA PUISSANCE

111. L'Hyperpuissance

A l'issue de la Guerre froide, l'unique superpuissance encore apte à se définir ainsi est l'Amérique. Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères français, a émis la thèse que la puissance américaine était désormais d'une autre dimension, en affirmant en 1999 que « *le terme de "superpuissance" ne suffit plus pour décrire les États-Unis. Ce terme est trop connoté à la guerre froide et trop exclusivement militaire, alors que la suprématie américaine d'aujourd'hui s'exerce aussi bien sur l'économie, la monnaie, la technologie, les domaines militaires que sur les modes de vie, la langue et les produits culturels de masse qui submergent le monde* ». Ainsi, les États-Unis semblent s'affirmer comme hégémoniques, c'est-à-dire assurant une domination totale sur le monde.

L'hyperpuissance est donc une chose nouvelle dans l'Histoire, et représente par définition une superpuissance qui perd son rival. Le rival, l'URSS, était la clef de la relativisation de cette superpuissance. Cette cause n'est cependant pas la seule, et l'incapacité de l'Union européenne à s'organiser efficacement a concouru à cette suprématie américaine après 1990. Ce terme d'hyperpuissance est souvent jugé agressif par les médias américains, alors qu'il n'est que la description d'une situation hégémonique, les États-Unis possédant une dominance dans tous les domaines, politiques et diplomatiques, militaires, économiques et financiers, culturels et médiatiques.

Ce concept n'est pas néanmoins accepté par tous : pour Jean-François Revel, le terme de superpuissance existant déjà, il est inutile selon lui de parler d'hyperpuissance, d'autant que le préfixe grec hyper signifie exactement la même chose que le préfixe latin super¹.

Pour Revel et d'autres, le monde n'est pas unipolaire mais de plus en plus multipolaire avec la croissance des pays émergents. Selon Sylvain Allemand et Jean-

¹ J.-F. Revel, *L'obsession anti-américaine*, 2002.

Claude Ruano-Borbalan, les États-Unis ne chercheraient pas à dominer intentionnellement le monde, mais simplement à protéger leurs intérêts et préserver leur sécurité. Dans cette logique, l'attaque du 11 septembre a provoqué un renforcement des interventions américaines dans le monde, dans un but uniquement sécuritaire².

Néanmoins, il apparaît que les facteurs de cette puissance ne sont pas tous de même nature, et de nombreux auteurs et intellectuels vont nuancer cette notion.

112. Soft et Hard power

L'inventeur de l'expression « Soft Power » est Joseph S. Nye, sous-secrétaire d'État à la Défense sous Clinton dans les années 90. Pour lui, les États-Unis prédominent déjà grâce au pouvoir « hard », celui de la carotte (les récompenses) ou du bâton (la menace) autrement dit le dollar et l'US Army. En quelque sorte, le « hard power » est le pouvoir coercitif d'un Etat, fondé sur des facteurs objectifs, tels que le territoire, la population, les capacités militaires et la vitalité économique, tandis que le « soft power » est le pouvoir attractif d'un Etat, c'est-à-dire « *sa capacité à modeler les règles de fonctionnement du système international et à diffuser ses concepts de part le monde* »³. C'est « *la capacité d'arriver à ses fins par un pouvoir de séduction et d'attraction, plutôt que par la menace ou le marchandage* » ; « *Il s'agit de convaincre plutôt que de contraindre* ».

Joseph Nye définit la puissance comme la capacité de faire faire aux autres ce qu'ils ne voudraient pas faire dans un premier temps.

Cette habileté de contrôler est souvent associée à la possession de ressources. A l'inverse, pour Raymond Aron, la définition est plus circonstancielle et on peut distinguer deux types de puissance. La puissance défensive, qui est la capacité d'un Etat à ne pas se faire imposer ses désirs par un autre Etat, et la puissance offensive qui reprend la définition de Nye et se définit par la capacité d'imposer aux autres sa volonté.

Les auteurs proposent différents facteurs de puissance des Etats : la géographie, les ressources naturelles, la capacité industrielle, l'état de préparation militaire, la population, le caractère national, le moral national et l'efficacité de la diplomatie. Cependant Raymond Aron s'oppose vertement à cette dispersion des critères, car il juge

² Sylvain Allemand, Jean-Claude Ruano-Borbalan, *La Mondialisation*, 2005.

que la puissance doit être sans équivoque. Il souhaite que les éléments soient généraux et que ces derniers transcendent l'histoire. Bref, il affirme que la puissance d'une collectivité dépend de la scène de son action et de sa capacité d'utiliser les ressources matérielles et humaines, qui lui sont données : milieu, ressources, action collective, tels sont de toute évidence, quels que soient le siècle et les modalités de la compétition entre unités politiques, les déterminants de la puissance.

Joseph Nye estime que la puissance est un rapport, et qu'elle suppose, par définition un contexte. La diminution de la fongibilité veut dire qu'il devient de plus en plus important de bien définir le contexte lorsqu'on veut évaluer le degré de pouvoir. Bien plus souvent qu'autrefois, il faut se poser la question : « *le pouvoir pour quoi faire ?* ». Bref, Nye définit les fondements de la puissance, qui se transforme vers une puissance souple. La puissance souple est une puissance qui n'utilise pas la violence ou un caractère belliqueux. La puissance souple est selon lui une caractéristique de l'hyperpuissance.

Cette puissance dominante américaine permet d'envisager qu'il existe une hégémonie américaine. Cette formulation triviale, qui est en même temps souvent confuse, soulève immédiatement nombre de questions complexes, liées aux composantes variées qui la composent.

12. LES PILIERS DE L'HEGEMONIE AMERICAINE

L'hégémonie est un mot d'origine grecque dérivé du mot hêgemôn, « commandant en chef ». Hêgémôn est ordinairement appliqué à l'antiquité grecque et à la période Printemps et Automnes de l'antiquité chinoise. Dans le langage courant, l'hégémonie est une domination sans partage. C'est aussi un concept forgé par le philosophe marxiste Antonio Gramsci, pour désigner la domination idéologique d'une classe sur une autre. On parle aussi d'hégémonie culturelle ou de suprématie.

³ Amaya Bloch-Lainé, « *Les instruments de la puissance américaine* », *Questions internationales*

121. Une politique étrangère globale mais régionalisée

Une proposition est souvent entendue aux Etats-Unis : le monde a plus besoin des Etats-Unis que les Etats-Unis n'ont besoin du monde. Ce n'est pas une définition, mais une caractéristique de l'hégémonie. Il en résulte d'abord une dissymétrie fondamentale dans les relations que ce pays entretient avec les autres, dissymétrie à ce point substantielle que jamais elle ne se résorbe dans la fameuse relation inversée du maître et de l'esclave. Il en résulte ensuite que les Etats-Unis disposent dans leurs relations extérieures d'une liberté de conception, de décision et d'action sans aucune mesure avec celle de tout autre Etat ou groupe organisé. Dans ce cadre, quels moyens et méthodes mettent-ils en œuvre ? Sur un autre plan, le souci constant de maintenir cette liberté ne témoigne-t-il pas d'une relative indétermination, d'une économie de moyens, d'un attentisme voire d'une indécision politique qui traduisent les ambiguïtés de l'hégémonie, et peut-être les limites de la puissance qu'elles expriment en réalité ?

Cette supériorité universelle ne se traduit pas pour autant par une approche universelle, mais à l'inverse à une vision régionalisée de la sécurité internationale. En d'autres termes, la « mondialisation » n'a guère de sens en matière de sécurité. Il en résulte que les mécanismes universels, ceux de l'ONU et du Conseil de sécurité, même revus par l'*Agenda pour la Paix* et le *Supplément à l'Agenda pour la Paix*, se trouvent dévalorisés au profit de coalitions régionales. Pour des raisons qui ne tiennent au demeurant pas qu'à la politique américaine, les compétences indéfinies du Conseil de sécurité, surtout en matière militaire, ont été réduites à une fonction de légitimation d'actions entreprises par des Etats et sous leur responsabilité, au premier chef à l'instigation et au bénéfice des Etats-Unis. La dimension pacifique de l'action de l'ONU en matière de soutien de la paix tend elle-même à faire largement appel à des instances ou coalitions régionales, voire à des Etats de la région en cause, sans qu'il s'agisse d'une mise en œuvre du Chap. VIII de la Charte, qui impliquerait une maîtrise plus forte du Conseil de sécurité. Qui plus est, les commandements militaires régionaux des Etats-Unis exercent une surveillance stratégique permanente et jouent parfois un rôle quasi diplomatique.

Cependant, cette régionalisation n'est nullement contradictoire avec l'hégémonie américaine. Elle en est au contraire un instrument, d'abord parce qu'elle permet aux Etats-Unis de contourner le cas échéant le veto des autres membres permanents, ensuite parce qu'elle empêche la formation d'une coalition de nature à remettre en cause leur domination universelle, enfin parce qu'ils savent se placer au centre des ensembles

régionaux concernés et se rendre indispensables à leur efficacité. Les Etats-Unis peuvent ainsi jouer un rôle démultiplié mais toujours central, et qu'ils sont seuls à pouvoir remplir. On n'est plus dans le cadre de la politique des puissances régionales chères à Henry Kissinger. Du point de vue américain, il ne devrait plus exister que de petites puissances en termes de sécurité, dépendantes à des degrés divers du concours ou du contrôle des Etats-Unis. A cet égard il importe peu qu'existent au préalable des alliances institutionnalisées, comme l'OTAN. Elles offrent certes des cadres de discussion et de décision prédéterminés, mais ils peuvent précisément devenir une contrainte pour la puissance hégémonique, parce qu'ils impliquent un certain contrôle de l'action par les alliés. Bien préférable apparaît la constitution de coalitions spéciales, ad hoc, adaptées à un problème, à un terrain et qui ne comportent pas d'engagement durable. Tel a été le cas lors de la guerre du Golfe, qui au passage a démontré que l'Europe occidentale restait tributaire des Etats-Unis pour la sécurité de son approvisionnement pétrolier. Tel fut le cas après le 11 septembre, puisque la solidarité de l'OTAN aussitôt proclamée est restée sans conséquences, telle en fut la réalité lors de l'intervention au Kosovo, même si alors l'OTAN a été mise en valeur.

Pour soutenir cette politique étrangère globale, il est nécessaire de disposer d'une force militaire supérieure.

121. Suprématie militaire indiscutable

L'élément le plus visible de l'hégémonie américaine touche à la volonté de conserver une supériorité militaire sur tout adversaire potentiel, voire sur toute coalition éventuelle. Cet impératif de « hard power » ne dicte pas à lui seul une politique d'armement déterminée, mais il les commande toutes. Il suppose que, tant qualitativement que quantitativement, les Etats-Unis soient en mesure de dissuader tout Etat qui serait tenté de s'opposer à eux, et de mener à bien les actions coercitives que les transgressions pourraient imposer. Une large prépondérance dans l'utilisation militaire de l'espace extra-atmosphérique en est un instrument, les projets de *National Missile Defence* ou de Révolution dans les affaires militaires (RMA) en sont des avatars. Les mesures préventives et dissuasives sont privilégiées, parce qu'elles permettent de développer une avance technologique et de maîtriser toute course aux armements, mais aussi parce que la culture américaine répugne aux engagements lointains comme aux pertes militaires nationales. Il leur faut également assurer l'ubiquité de cette supériorité, en termes d'aires géographiques comme de réponses à des menaces très variées – armes

de destruction massive, armements classiques, guérillas, et désormais terrorisme. Les Etats-Unis sont le seul pays qui entende être prêt à intervenir partout, pour faire face à tout type de menace militaire. Cette tâche absorbe des ressources considérables, en termes humains et financiers, et ils sont clairement le seul Etat en mesure de les assumer.

De fait, les États-Unis disposent d'une capacité militaire qui leur permet d'utiliser contre l'adversaire éventuel une force écrasante (*Overwhelming Force*). L'invasion fulgurante de l'Irak en est la démonstration parfaite. Elle est en toute hypothèse un instrument politique essentiel, ce qui relativise les analyses qui ont tendu à considérer que, en raison de la disparition de l'URSS, l'importance de la capacité militaire comme critère de la puissance avait décliné, voire purement et simplement disparu. Les Etats-Unis sont en outre aidés dans leur politique de supériorité par les conduites des autres pays, qui pour nombre d'entre eux, en Europe notamment, ont réduit considérablement leurs budgets et leurs ambitions militaires, ou qui n'ont plus que des moyens restreints. L'armée américaine forme et entraîne un nombre croissant d'armées étrangères. Les Etats-Unis bénéficient également de l'ensemble des instruments juridiques qui limitent la course aux armements ou interdisent complètement certaines catégories d'armes. Tous n'acceptent pas ces contraintes, mais ceux qui les refusent en totalité ou en partie – l'Inde, Israël, le Pakistan, certains pays arabes – ou qui peuvent les contourner – la Chine notamment, la Corée du Nord, l'Iran – ne sont pas en mesure de rivaliser militairement avec les Etats-Unis, ou sont leurs alliés, comme Israël.

Si la puissance militaire est impressionnante, elle n'existerait pas sans le soutien financier généré par la première économie mondiale.

122. Prépondérance économique

S'il est un secteur qui résume et symbolise à la fois l'hégémonie américaine, c'est bien celui de l'économie. En la matière, les Etats-Unis sont un géant qui dépasse, par la taille et par le poids, tous leurs concurrents. Le PIB américain, 12 400 milliards de dollars en 2005, représente autant que celui des sept autres économies réunies au sein du G8 (Allemagne, Canada, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Russie). Et cette prépondérance est loin de s'affaiblir. Entre 1997 et 2001, le PIB américain a augmenté de 23 %. Aucune autre économie du G8 n'a fait mieux. L'économie a joué un rôle central dans l'accession des Etats-Unis au statut d'hyperpuissance.

En effet, ce n'est pas un plan délibéré de conquête territoriale mais la domination de fait résultant de la fin de la Seconde Guerre mondiale qui a consacré le *leadership* américain sur le monde. Le PNB américain représentait alors plus de la moitié du produit brut mondial. L'avènement d'un nouvel ordre international était nécessaire. Il s'est logiquement décentré de l'Europe, exsangue, pour trouver sa place auprès de la première puissance économique mondiale. La prédominance économique américaine ne date donc pas des années 1990. Dès la fin du XIXe siècle, les Etats-Unis ont accédé au rang de première puissance industrielle du monde. En 1913, ils représentaient déjà plus du tiers de la production industrielle mondiale.

Au lendemain de la dernière guerre mondiale commence une période faste qu'on peut qualifier d'« *american dream* ». « *Au milieu des années 1960, l'Amérique gérait une sorte d'étrange hybride des anciens Empires romain et britannique, souligne l'essayiste Pierre Mélandri. Elle avait repris le rôle de chantre du libre-échange, de fournisseur en ressources financières et d'ordonnateur du système monétaire longtemps assuré par l'Angleterre* »⁴. Les firmes américaines multiplient alors implantations et rachats à l'étranger, le dollar accède au statut de devise étalon et de monnaie d'échange internationale. Cette superpuissance économique permet d'assurer également une importante présence militaire à l'étranger, qui renforce à son tour la présence économique américaine dans le monde. Les alliés sont aussi la plupart du temps des clients.

Avec la fin de la guerre froide, l'économie prend encore davantage le pas sur le militaire. L'hégémonie économique convient en fait bien mieux aux Etats-Unis que l'empire militaire, qui comporte des coûts financiers et humains importants. Les Américains ne sont pas prêts à sacrifier le niveau de vie acquis grâce à leur économie pour mener une politique véritablement impériale et agressive.

Elément indissociable de l'économie américaine, les biens culturels et sociétaux américains inondent le marché mondial et concourent à l'hégémonie des Etats-Unis

⁴ P. Mélandri, « *Les États-Unis : un empire qui n'ose pas dire son nom ?* », 2004.

123. Hégémonie culturelle et idéologique

L'hyperpuissance culturelle et idéologique américaine est prégnante : les Etats-Unis ont inventé le XXe siècle et son mode de vie. Ils continuent d'être, même pour des Européens, la principale zone d'immigration. Il s'agit à donc à l'évidence du modèle culturel le plus fort au monde. Il s'impose par le génie d'un mode de vie confortable et par une industrie du spectacle qui est devenue la principale exportation du pays.

Une des raisons pour lesquelles la culture américaine a un tel monopole d'audience dans le monde tient en partie au fait que ses racines multiethniques permettent à un grand nombre de personnes de s'identifier à des valeurs devenues universelles. Par la diffusion planétaire de sa culture de masse, l'Amérique s'inscrit bien dans la logique du « *soft power* » développée par Nye.

La puissance culturelle, s'exprime à travers la culture dite « populaire ». Largement produite et diffusée par une poignée de grandes firmes mondialement connues : Mac Donald's, Coca Cola, Pepsi Cola ou encore Walt Disney, et relayées par les grands médias de l'information et de la communication. Musiques, modes vestimentaires décontractés, « à la californienne », habitudes alimentaires (du hamburger aux *soft drinks* plus ou moins allégés), séries télévisées, films à gros budget, parc à thèmes sont autant de produits conçus pour plaire au plus grand nombre et destinés à être vendus dans le monde entier. Cette puissance irrésistible de diffusion s'exprime dans les chiffres sur les échanges audiovisuels avec le reste du monde. Les Etats-Unis exportent en valeur culturelle dix fois plus qu'ils n'importent, l'Union européenne en absorbant 80% du total.

L'influence des élites culturelles n'est pas moins grande. Elle repose sur une exceptionnelle infrastructure d'universités, de bibliothèques, de musées, de fondations. Ecrivains, journalistes, artistes contribuent plus que d'autres à la diffusion des valeurs américaines, et singulièrement de l'idéologie capitaliste libérale. Ce sont des Etats-Unis que partent les modes de pensée, conformistes ou non vis-à-vis de l'idéologie dominante.

Cette domination culturelle est portée par la place de la langue anglo-américaine, qui inonde de ses néologismes les autres langues et qui s'est imposé comme le vecteur quasi-exclusif des échanges internationaux commerciaux, scientifiques, diplomatiques. Elle n'est pas sans susciter des inquiétudes dans les autres pays qui prétendent eux aussi participer du « village culturel mondial ».

13. SOFT POWER UNE NOTION CLÉ DE LA STRATÉGIE AMÉRICAINE

131. Promouvoir le « modèle » américain

Ainsi, une action indirecte peut amener les autres pays à se comporter conformément aux désirs et intérêts US. Dans « *Quand les règles du jeu changent* », Nye affirmait que cette façon de diriger « soft », et qui retraduisait peu ou prou la notion européenne d'influence diplomatique et stratégique, était la voie de l'avenir. Désormais un État ne prédominerait plus par la contrainte, mais par son attractivité, et sa capacité d'incarner des valeurs universelles. En somme, le soft power suppose que l'autre veuille suivre un modèle, s'allier avec un gouvernement et croie en son discours et en son système.

Cette façon d'inciter autrui à « *vouloir ce que vous voulez* » suppose la capacité de « *faire l'agenda de la politique mondiale et d'attirer les autres* ». Le « soft power » combine donc initiative diplomatique, séduction d'une image et propagation de valeurs. L'aspect diplomatique concerne la capacité américaine de trouver des alliés pour soutenir ses initiatives et défendre ses thèses dans les organisations internationales, bref de faire apparaître sa politique comme moins unilatérale. La politique d'image consiste à donner une « vraie vision » de la réalité américaine ou de l'american way of life et à combattre les légendes que répandent ses adversaires, notamment en se dotant de médias s'adressant directement aux populations concernées par dessus la tête de leurs gouvernements : c'est l'idée qui a présidé à la création de radios comme Radio Free Europe ou de télévisions comme la chaîne arabophone al Hurrah. Quant à la diffusion des valeurs, de liberté, de démocratie, de confiance dans le marché et dans l'initiative, d'optimisme technologique, etc., il s'agit là d'une véritable conquête idéologique et culturelle. Guerre pour laquelle les Américains croient disposer d'atouts avec l'industrie de la communication, à commencer par Hollywood.

132. Apprendre à combiner soft et hard power

Cette notion de « soft power » reflète la confiance en l'élargissement (« enlargement ») du modèle politique, économique et culturel américain. Mais, malgré les récents conflits et la « guerre globale contre le terrorisme », la notion de soft-power reste centrale dans le débat stratégique outre-Atlantique. Pour Nye : « *l'antiaméricanisme a progressé au cours des deux dernières années [...] et le recrutement terroriste a augmenté dans le monde islamique. Nous sommes en train de perdre notre « soft power » et notre capacité d'attirer les autres [...]. Nous devons*

cesser de gaspiller notre « soft power » et apprendre à le combiner avec notre pouvoir hard, pour être capables de répondre aux défis.»⁵

Souvent, les analystes proches des démocrates critiquent l'unilatéralisme et la propension des conservateurs à recourir à la force ; ils y opposent la stratégie « soft ». Ou encore, ils s'inquiètent du déclin du « soft power » américain, au sens de prestige ou sympathie. Les enquêtes sur la montée de l'antiaméricanisme depuis le 11 Septembre concluent pareillement en déplorant le rejet croissant du modèle US. La question « Mais pourquoi nous haïssent-ils ? » obsède les milieux dirigeants. Y répondre par des appels au « soft power » équivaut à dire une évidence, mais ne donne pour autant aucune réponse à cette épineuse question.

Néanmoins, il ne faut pas considérer le « soft power » comme une idée typique des démocrates et le « hard » comme républicain : les conservateurs sont souvent attachés à une politique dite de diplomatie publique envers l'opinion internationale, notamment à travers les médias, et à promouvoir une meilleure image de l'Amérique. Mais que l'on parle de « soft power » ou de diplomatie publique, ces notions relèvent un peu de l'incantation. Il ne suffit pas de proclamer que l'on renonce au pouvoir « hard » de la coercition pour qu'effectivement l'attraction du modèle américain suffise à aplanir toutes les difficultés.

133. Le déclin du Soft power

Selon J. Nye, la capacité d'influence des Etats-Unis devrait inéluctablement décliner du fait du comportement de ses dirigeants, George W. Bush ne faisant en fait que pousser à l'extrême un unilatéralisme qui n'avait cessé d'accroître son affirmation au cours des années 90. Cette politique unilatérale s'appuie sur la conviction que la puissance américaine lui permet d'agir seule, en fonction de ses intérêts à court terme, et à ne pas tenir compte des avis et encore moins des demandes des autres pays.

Estimant qu'ils sont porteurs de valeurs universelles, les Etats-Unis, ont de plus en plus tendance à confondre leur intérêt national et l'intérêt mondial. Si on a pu dire que ce qui était bon pour la General Motors était bon pour les Etats-Unis, Washington a tendance à penser que ce qui est bon pour les Etats-Unis est bon pour le monde. Ce n'est plus l'isolationnisme américain qu'il faut craindre (il est d'ailleurs impossible) mais bel

⁵ J.Nye, *Ignoring Soft Power*, Chicago Tribune, 16 mai 2004.

et bien l'unilatéralisme américain. Ce comportement les conduit à s'écarter de plus en plus des règles de droit définies multilatéralement, à nourrir une désaffection certaine pour les institutions internationales, à privilégier des pratiques unilatérales et coercitives, à considérer les règles internationales comme des contraintes injustifiées pesant sur la liberté de décision des Etats-Unis. Les Etats-Unis ne voient dans l'interdépendance que la dépendance vis à vis des autres, qu'il convient donc d'éviter et de limiter. Les événements du 11 septembre ne vont faire qu'amplifier ce phénomène.

14. L'HEGEMONIE AMERICAINE EN QUESTION

141. La puissance et rien d'autre

Il est symptomatique que les grands débats stratégiques américains portent essentiellement sur la meilleure façon de préserver le leadership américain sur le monde. Chacun propose ses solutions, mais aucun d'entre eux ne se demande réellement au service de quel projet d'intérêt général elle doit être mise en œuvre. Le postulat est que les Etats-Unis étant vertueux, la domination américaine doit constituer une fin en soi.

Ainsi, Zbigniew Brzeziński, un politologue américain d'origine polonaise avant tout célèbre pour avoir été Conseiller à la sécurité nationale du Président des Etats-Unis Jimmy Carter, de 1977 à 1981, fonde sa théorie⁶ sur l'idée que l'amélioration du monde et sa stabilité dépendent du maintien de l'hégémonie américaine. Toute puissance concurrente est dès lors considérée comme une menace pour la stabilité mondiale. Mais contrairement à l'unilatéralisme du président George W. Bush, il est plutôt pro-européen. Son unique but est de maintenir et développer l'hégémonie des Etats-Unis d'Amérique, considérant que c'est ce qu'il y a de mieux pour le monde. Son discours est franc et direct, ce qui n'exclut pas un certain cynisme. Brzezinski est pro-européen dans la mesure où selon lui le leadership américain, qui seul peut sauver le monde du chaos, ne peut être pleinement réalisé et ses objectifs atteints qu'en coopérant avec l'Europe. Selon ses propres mots, « *Sans l'Europe, l'Amérique est encore prépondérante mais pas omnipotente, alors que sans l'Amérique, l'Europe est riche mais impuissante* ». Il voit dans l'alliance USA-Europe un axe qui permettrait à chacune des parties de devenir plus

⁶ Z. Brzeninski, *The Choice: global domination or global leadership*, 2004.

puissante tout en ayant un impact plus fort sur la paix et le développement dans le monde.

De même, H. Kissinger propose dans son ouvrage *La nouvelle puissance américaine* une géostratégie pour une domination acceptée et incontestée des Etats-Unis sur le monde. Kissinger explique très clairement la situation actuelle des USA dans le monde et délivre des conseils stratégiques pour que cette « grande puissance » maintienne un leadership incontesté et incontestable qui se substitue à un hégémonisme brouillon et plein de risques.

Il s'agit effectivement pour l'impérialisme américain de maintenir l'essentiel, de consolider sa position dominante, pour les intérêts financiers de grands groupes avec une direction politique du Monde partagée avec d'autres puissances mais en maintenant les USA comme le leader mondial.

On pourrait encore citer les thèses de Samuel Huntington⁷, ou de Richard Haas⁸, dans *Du bon usage de la puissance*, mais là encore l'hypothèse initiale est que les Etats-Unis doivent dominer le monde.

142. La surprise de la vulnérabilité

La vulnérabilité du territoire américain « découverte » en septembre 2001 rompt avec l'histoire et la géographie américaine, et avec la manière dont les Etats-Unis pensent traditionnellement leur sanctuarisation technique. Rupture brutale et violente, à laquelle les Etats-Unis réagissent, en retour, avec autant de violence.

La surprise des Etats-Unis, liée tant aux domaines stratégiques que culturel, les conduit en toute logique à réagir selon les réflexes et avec les moyens disponibles, d'autant plus que ceux-ci leur confèrent une puissance sans égale, sans challenger. En quelque sorte, les moyens transforment les fins. D'où un triple mouvement dans l'expression de puissance tentant de répondre au défi international.

Premièrement, les stratégies de sécurité se rabattent sur les stratégies de défense. Il ne s'agit pas d'attribuer aux américains la faiblesse de croire que produire de la sécurité se résume à aligner des moyens de défense, mais plutôt que ceux-ci viennent

⁷ Samuel Huntington, *The clash of civilizations ?*, 1993.

⁸ Richard Haas, *Du bon usage de la puissance*, Politique internationale, n°89, 2000.

occuper une place véritablement centrale et prééminente, au détriment d'autres manœuvres (diplomatiques, économiques, multilatérales) qui pourraient produire de la sécurité à long terme. La manière dont la *National Security Strategy* et la *Nuclear Posture Review* ont été de facto rendus publiques dans leurs grandes lignes, l'identification qui y est faite du fameux « axe du mal », la définition d'une stratégie préemptive et l'affirmation d'un concept nucléaire qui alterne frappes et dissuasion montrent à l'évidence que Washington se soucie peu des conséquences politiques de sa nouvelle ligne de conduite dans les affrontements internationaux et révèlent le caractère déterminant du choix de défense. La conversion de la diplomatie américaine en instrument de lutte contre « le terrorisme » au Moyen-Orient témoigne concrètement de la substitution d'une obsession de défense tous azimuts à une stratégie politique.

Deuxièmement, les stratégies de défense se rabattent sur la dimension purement militaire, au sens général du terme : les appareils militaires et de sécurité intérieure. On peut facilement comprendre le fait que le traumatisme du 11 septembre incite les américains à réévaluer leurs moyens de défense, en particulier la « *homeland defense* ». L'accumulation budgétaire ou le développement de programmes dans tous les domaines susceptibles de produire de la défense exprime une focalisation sur les moyens de défense militaire, qui est certes compréhensible de par la violence du traumatisme américain post 11 septembre, mais qui pose la question de sa pertinence face aux problèmes réels posés par l'évolution de la situation internationale.

Enfin, la troisième orientation de la stratégie de défense des Etats-Unis est le corollaire des deux premières : l'enfermement de la quasi-totalité de la stratégie militaire au développement et à la mise en œuvre des technologies. Une fois encore, c'est bien dans la logique technique que les Etats-Unis entendent chercher une solution à leurs problèmes de défense et, plus largement, à leurs problèmes politico-stratégiques. Cette tentation, déjà récurrente par le passé, se trouve renforcée aujourd'hui, et il ne semble pas que la poursuite des opérations en Irak marque de tournant important dans ce domaine. D'une part, la prééminence américaine en matière de technologies avancées n'a jamais été aussi massive. D'autre part, les analyses dominantes de la dernière décennie se rangent derrière l'idée que le développement des technologies de l'information révolutionne, au profit du plus puissant, les grands modes d'usage de la force militaire, et donc les réponses aux agressions. La QDR 2006⁹ ne marque en ce

⁹ Quadriennial Defense Review 2006

sens pas une révolution, alors que les faits du 11 septembre, de l'Afghanistan ou de la guerre en Irak ne vont pas forcément dans ce sens.

143. Le choix décrié de l'unilatéralisme

Le choix de l'unilatéralisme dans lequel s'inscrit la politique étrangère américaine suscite des réactions d'hostilité dans une grande partie du monde. Elle contribue au rapprochement - jugé impossible il y a peu - entre Pékin et Moscou. Elle peut conduire à une distanciation entre Européens et Américains. Les Etats-Unis auraient d'ailleurs tort de penser que ce type de reproche est typiquement français. Il est largement repris à leur compte par les autres pays européens (même en Grande-Bretagne) que ce soit par les responsables politiques et par les populations dans leur ensemble.

Nombreux sont les exemples d'une politique unilatérale américaine, qui ont particulièrement heurté les Européens. On peut notamment citer le refus d'adhérer aux règles définies à Tokyo et à la Haye pour lutter contre le réchauffement de la planète, le rejet du traité sur l'interdiction des mines anti-personnel, ou le refus de signer le traité d'interdiction total des essais nucléaires.

La réticence à prendre en compte les problèmes posés par les disparités Nord/Sud, les fortes hésitations à accepter comme légitimes et efficaces le cadre des organisations multilatérales et notamment l'ONU ainsi qu'un suivisme très accentué par rapport à Israël témoignent de choix qui sont de plus en plus incompris.

En complément, la préférence absolue donnée à la défense (définie nationalement) par rapport à la prévention (définie de façon multilatérale), la tendance américaine de privilégier en matière de sécurité une approche coercitive, et enfin l'habitude prise de mettre les européens devant le fait accompli de priorités stratégiques décidées seuls favorisent la création d'un fossé idéologique entre les Etats-Unis et les européens.

A cela il faut ajouter les querelles euro-américaines sur le projet de National Missile Defense et la mise en place d'une politique européenne de sécurité et de défense. Sur tous ces dossiers les Etats-Unis délaissent le « soft power » pour privilégier le « hard power ».

Le risque le plus évident est que cela ne soit la source d'une montée de l'anti-américanisme européen. Celui ci est déjà en hausse chez les jeunes générations

européennes. Ils partagent les valeurs essentielles de la société américaine. Ils sont admiratifs face à son dynamisme, sa diversité, sa facilité d'intégration, et sa mobilité.

En revanche, ils sont beaucoup plus réticents face à certains aspects de cette société. Vente libre des armes à feu, et peine de mort, poids de l'argent dans l'exercice de la démocratie, inégalités sociales non seulement croissantes mais acceptées, situation de la communauté noire, marchandisation excessive de la culture...

DEUXIÈME PARTIE : LE REVERS DE LA MEDAILLE

21. LE MODÈLE AMÉRICAIN EN QUESTION

Les États-Unis n'offrent pas le modèle que tous les terriens devraient suivre ou rejeter. Ils fournissent un exemple de société, qui vaut ce qu'il vaut, et mérite la même considération que l'exemple français, allemand, japonais ou britannique.

211. La plus vieille démocratie du monde n'est pas parfaite

Le système politique américain ne manque pas de qualités. Il repose sur une Constitution fédérale qui fut élaborée en 1787, et sur les Constitutions des États fédérés. Toutes les opinions, ont droit de cité. Les élections rythment la vie politique. La séparation des pouvoirs est une réalité garantie par la Constitution et son application est très stricte. Ainsi, le président ou le congrès ne peut abolir la peine de mort, décision qui est du ressort des tribunaux et de la cour suprême. Les tribunaux veillent au respect des textes constitutionnels et législatifs. Des associations de toutes sortes offrent aux citoyens la possibilité de faire connaître leurs aspirations et leurs sentiments. Les contre-pouvoirs existent, telles des commissions parlementaires qui ont le pouvoir d'enquêter sur les actes des hommes politiques. Ces commissions sont composées de membres des deux principaux partis du pays. Elles possèdent des moyens financiers importants et peuvent entendre des responsables de haut rang, qui témoignent sous serment et en public. Pour exemple, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a été entendu en mai 2004 pendant plus de six heures devant une commission de sénateurs puis de députés pour répondre du scandale de la prison d'Abu Ghraib. La personne entendue doit répondre à toutes les questions sous peine d'être accusé d'outrage au congrès (*Contempt of Congress*). La presse est indépendante et critique : le scandale du Watergate a été révélé par deux journalistes du Washington Post et a abouti à la démission du président Nixon. La liberté de la presse est suspendue pendant les périodes de guerre. Les journaux américains savent faire leur autocritique : en juin 2004, le New York Times a publié un éditorial dans lequel la rédaction reconnaît avoir diffusé des informations sans les vérifier suffisamment, et même des nouvelles fausses en faisant confiance aux informations fournies par l'administration du président George Walker Bush dans le cadre de la préparation de la guerre contre l'Irak du printemps 2003.

Néanmoins, s'ils jouissent d'une liberté d'action que leur envient bien d'autres pays, les médias font partie d'empires financiers qui leur imposent des contraintes, qu'il

s'agisse de la publicité ou de la rentabilité. Somme toute, le royaume de la démocratie est cerné par le pouvoir de l'argent, dont la preuve en est l'écart entre le coût de l'élection présidentielle en 1860 (100 000 dollars) et celle de l'an 2000 qui aura coûté, avec les autres consultations qui l'accompagnent, environ 2,5 milliards de dollars. Même si l'on prend en compte l'inflation qui s'est produite entre les deux dates, la différence revêt des proportions énormes et inquiétantes. Toute campagne électorale repose sur la télévision, donc réclame des consultants et des experts, des moyens techniques, l'appel à des financements privés et publics. Il faut réunir un trésor de guerre, avant même d'exposer un programme et d'affronter les rivaux politiques. Les dollars remplacent parfois les idées et de ces batailles sans débats, à coups de publicités racoleuses sur les écrans de la télévision, la démocratie peut apparaître altérée. L'impact négatif des élections présidentielles de l'an 2000, avec un président qui fut au final désigné par des juges de la cour suprême, et élu avec moins de voix que son adversaire, fut réel et certaines voix se sont faites entendre, en Europe comme outre-Atlantique, pour pointer du doigt les imperfections du système politique américain.

212. Un système économique et social contrasté et inéquitable

Les relations sociales subissent les mêmes influences. Les Etats-Unis affichent une santé économique qui fait pâlir de jalousie leurs partenaires. La croissance permet d'embaucher, de dépenser, donc de produire. Elle représentait en 2005 environ 3.5%, c'est-à-dire près du double de celle des économies européennes. Les sociétés d'outre-Atlantique dominent le commerce mondial dans les secteurs alimentaire, informatique et électronique, chimique, bancaire, etc. Les valeurs culturelles font de l'entrepreneur l'un des héros de la société. De la mondialisation de l'économie - les Américains utilisent le terme de globalisation -, les Etats-Unis ont saisi l'avantage avant les autres. Les domaines les plus prometteurs bénéficient des innovations technologiques. La politique d'immigration fournit main-d'œuvre et clientèle. Le gouvernement fédéral limite ses interventions et ses ponctions.

Les grandes fortunes frappent les imaginations. Parmi elles, les Rockefeller, les Haas qui fabriquent les vêtements Levi Strauss, les Coors, des brasseurs de Denver, les Kohl, qui leur font concurrence à Milwaukee, Bill Gates dont les logiciels connaissent un triomphe planétaire. Ajoutons à cette liste les cadres dirigeants des entreprises qui bénéficient de la hausse des « stock options ».

En fait, la plupart des Américains appartiennent aux classes moyennes. Trois sur quatre vivent dans les banlieues, tantôt luxueuses, tantôt seulement confortables, toujours aérées. Ils consacrent une part importante de leur budget à l'achat, puis à l'entretien d'une maison individuelle, aux transports, aux frais de scolarité pour assurer aux enfants une bonne éducation. La croissance économique augmente les ressources. L'emploi féminin apporte aux familles un second salaire qui conforte le mieux-être. Les investissements financiers favorisent l'épargne.

Néanmoins, les premières années du XXI^e siècle se caractérisent par le retour des doutes. L'optimisme, composante essentielle du modèle américain fondé sur la consommation intérieure, n'est plus omniprésent mais teinté d'incertitude : ce sont les années Bush, indissociables de l'éclatement de la bulle Internet et du contre-choc de la « nouvelle économie », et des tragiques événements du 11 septembre 2001. Face à ces chocs, la politique économique a été extrêmement active et relativement efficace, à en juger par la courte et peu profonde récession de 2001. Mais cela s'est fait au prix d'un creusement des déséquilibres hérités du cycle précédent, et a accru le niveau déjà élevé de l'endettement des ménages américains (près de 130% de leur revenu disponible fin 2005, soit 90% du PIB des Etats-Unis) et du déficit courant (un peu plus de 6% du PIB fin 2005). Ces deux éléments représentent de lourdes hypothèques sur la croissance future, sur la pérennité du modèle américain et du statut du dollar. Et le contexte concurrentiel est exacerbé par la montée en puissance de la Chine, qui inquiète toutes les économies occidentales.

Sur un plan social, les fruits de la croissance ne sont pas également répartis. Les américains des classes moyennes peuvent sombrer dans la misère si la famille éclate ou si l'un des conjoints meurt. Plus de 40 millions d'américains sont dépourvus d'une assurance médicale, et dans ce cas la maladie ruine les situations les plus enviables. Si l'on quitte les banlieues verdoyantes pour revenir dans les villes, on découvre les quartiers des affaires, désertés dès la fermeture des bureaux, et les ghettos, dans lesquels les pauvres survivent. D'après les statistiques officielles, environ 40 à 50 millions d'américains, soit de 15 à 16 % de la population, disposent de revenus inférieurs au seuil de pauvreté. Les deux tiers des pauvres sont des blancs, mais un noir sur trois vit dans la misère et les hispaniques ne sont guère mieux lotis. La pauvreté entraîne des effets cumulatifs : le chômage faute de qualification professionnelle, le commerce des drogues, la criminalité dont les victimes sont surtout les jeunes, l'insécurité des rues et des immeubles, les maladies, les grossesses précoces et l'absence d'une vie familiale. En

outre, on compterait deux millions de sans-domicile-fixe, qui parfois exercent un emploi insuffisamment rémunérateur, parfois vivent en famille avec leurs enfants.

L'aide sociale (*le welfare*) tente d'atténuer les souffrances de ceux qui n'ont rien ou n'ont pas assez. Ce système est ancien puisque c'est en 1935 que le président Franklin D. Roosevelt a fait adopter les premières lois. Ses successeurs, notamment Lyndon Johnson, ont complété le dispositif. L'allocation de chômage, l'aide aux mères qui ont des enfants à charge, l'assurance médicale pour les plus démunis, les secours alimentaires font partie de l'arsenal. Le système coûte cher, près de 400 milliards de dollars. Ce chiffre est à relativiser, car il est vrai que le budget fédéral dépasse les 2 500 milliards, et le P.I.B. les 11 500 milliards. Les critiques ont redoublé sous la présidence de Ronald Reagan et poussé à des réformes dans les années récentes, ne fût-ce que pour inciter les bénéficiaires du *welfare* à chercher un emploi. Les Etats-Unis ne laissent pas toute liberté au capitalisme le plus sauvage. Ils limitent, toutefois, l'intervention du gouvernement fédéral. En ce sens, leur exemple stimule la réflexion.

Il est intéressant d'analyser la gestion de crise autour de l'ouragan Katrina de l'été 2005 car elle éclaire sur une bonne partie des paradoxes du système américain d'aujourd'hui.

213. Les ravages de Katrina sur le mythe du modèle américain

Un révélateur de la réalité sociale

L'ouragan Katrina des derniers jours d'août 2005 constitue la plus grande catastrophe naturelle de l'histoire des États-Unis, pays pourtant familier des déchaînements de la nature. Environ 1 400 morts et des dommages évalués à 150 milliards de dollars, en Louisiane et dans le Mississippi pour l'essentiel. Parmi la confusion et l'indescriptible désolation entraînées par l'ouragan, l'image des 20 000 personnes entassées et quasiment abandonnées dans le Super dôme de la Nouvelle-Orléans a frappé le monde entier. Cette catastrophe a mis en lumière les défaillances et les insuffisances du système fédéral américain.

L'accusation, plus ou moins explicite, de discrimination raciale dans la gestion des secours, accusation relayée par certains journaux français – hypothèse selon laquelle les autorités auraient réagi plus promptement si la majorité de la population en détresse n'avait pas été noire – ne résiste pas à l'analyse. En revanche, il est certain que la majorité de ceux qui ont vu leur existence bouleversée par l'ouragan étaient des Noirs

américains. En effet, les noirs représentaient avant le passage de Katrina et si l'on s'en tient à la Nouvelle-Orléans proprement dite, plus des deux tiers de la population. Les personnes les plus pauvres étaient par ailleurs les plus exposées parce qu'installées dans les zones basses de la ville, plus vulnérables aux inondations entraînées par la rupture des digues. Enfin, plus d'une famille noire sur trois (contre 15 % pour la population blanche) ne possédait pas de voiture, et donc dépendait de l'aide extérieure pour toute évacuation. Katrina a ainsi jeté une lumière très crue sur la persistance de poches de pauvreté, parfois extrême, et sur les fortes disparités de richesse entre les différents groupes raciaux de l'Amérique contemporaine.

Cela aura des conséquences politiques dans les années à venir, d'autant plus que les républicains avaient réussi à mordre sur l'électorat noir américain traditionnellement démocrate à 90 %.

Une faillite organisationnelle

La combinaison de forces de la nature déchaînées et de populations vulnérables et peu mobiles a donné à Katrina toute son ampleur dévastatrice. L'inefficacité des autorités a fait le reste. Katrina illustre l'importance de la nature fédérale du système américain. Or, ce n'est pas lorsqu'il s'agit de coordonner trois niveaux de pouvoirs – fédéral, fédéré et local (comtés ou villes) –, dans des circonstances aussi extraordinaires, qu'il est le plus convaincant. Ainsi, le président des Etats-Unis ne peut pas, hormis dans des cas exceptionnels – situation insurrectionnelle, catastrophe chimique ou biologique – dans lesquels ne s'inscrivait pas Katrina, ordonner une évacuation d'urgence, dont on sait qu'en l'espèce elle a trop tardé. Celle-ci est du ressort du gouverneur de l'Etat ou des responsables locaux dans le cadre des pouvoirs qui leur sont dévolus par ce dernier. La situation est similaire en ce qui concerne l'armée qui ne peut être déployée par les autorités fédérales (Posse Comitatus Act de 1878, loi votée dans le contexte particulier de l'après-guerre de Sécession), là encore qu'en de très rares circonstances tandis que la garde nationale est, elle, aux ordres du gouverneur. Or, pour toutes sortes de raisons, dont certaines peuvent sembler dérisoires – mécontentes personnelles ou politiques entre les responsables des différents pouvoirs, difficultés de coordination entre services, souci des uns et des autres de rester maître de l'initiative et de leur espace politique propre –, la coordination entre les différents intervenants a connu de graves insuffisances au moment de Katrina.

En outre, par crainte de contentieux juridiques, les acteurs développent naturellement une aversion pour le risque. Ceci réduit d'autant leur efficacité tant leur

souci est grand de ne pas outrepasser des compétences propres qui découlent des équilibres constitutionnels et juridiques délicats, parfois archaïques, du système politique américain. La capacité de réponse des autorités à une catastrophe naturelle a été indirectement affaiblie par les mesures prises en réaction aux attentats du 11 Septembre.

Dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme », l'organisation politico administrative américaine a connu un bouleversement majeur avec la création du DHS, Department of Homeland Security (ministère de la Sécurité territoriale), ministère géant qui regroupe plus de vingt départements ministériels, devenu le troisième employeur fédéral. La stratégie nationale de sécurité territoriale est définie dans son document fondateur de juillet 2002 comme « *un effort concerté au niveau national pour empêcher les attaques terroristes aux États-Unis, réduire la vulnérabilité du pays face au terrorisme, minimiser les dommages et organiser les secours en cas d'attaque* ». Cette stratégie s'applique également aux catastrophes d'origine naturelle, les secours à porter aux personnes en détresse étant largement indépendants du type de catastrophe subi. C'est ainsi que la FEMA (Federal Emergency Management Agency), agence fédérale de sécurité civile, a été intégrée au DHS, ce qui semble lui avoir nuit au moment de Katrina. En effet, l'ajout de plusieurs niveaux hiérarchiques et les lourdeurs bureaucratiques créées par un ministère en cours de déploiement ont en partie privé la FEMA de l'agilité et de la réactivité qui avaient assuré sa réputation lors des désastres des années 1990. L'affrontement entre le responsable de la FEMA, Michael Brown (aujourd'hui démissionnaire) qui court-circuitait un ministre de tutelle, et Michael Chertoff, qui de son côté contredisait ses ordres, n'a pas arrangé les choses. En outre, d'autres agences disposant d'un savoir-faire spécifique dans le cadre de la gestion des catastrophes – comme le HUD, Department of Housing and Urban Development (ministère du Logement et de la Ville), efficace pour mettre en place un système de logements de substitution, ont été écartées par l'omniprésent DHS.

Doutes sur les leçons tirées

Ainsi les décisions contradictoires prises par la FEMA et le DHS – l'évacuation obligatoire ordonnée trop tardivement par le gouverneur de Louisiane et le maire de la Nouvelle-Orléans, la police de cette ville pratiquement absente là où elle était le plus nécessaire – ont été pointées du doigt. La multiplicité des erreurs à tous les niveaux de gouvernement et le fait que, démocrates comme républicains, en ont commises incitent à la prudence quant à l'évaluation des conséquences électorales de l'ouragan.

Catastrophe aux proportions bibliques selon un sénateur, Katrina était aussi une catastrophe annoncée. Les services nationaux de météorologie ont en effet produit des prévisions remarquablement fiables. Il n'est pas certain que les leçons de ces défaillances seront tirées. Il semble que le Congrès soit plus prompt aujourd'hui à déverser des sommes considérables sur les régions dévastées (environ 50 milliards de dollars), sous l'impulsion de la Maison-Blanche, qu'à contribuer à mettre en place une stratégie de reconstruction cohérente ou à engager un dialogue avec l'exécutif pour un accroissement des pouvoirs présidentiels dans le cas de désastres d'une telle ampleur.

Le gouvernement américain a choisi de combiner sécurité civile et contre-terrorisme au sein d'un même département ministériel, celui du Homeland Security. Il apparaît, plus de quatre ans et demi après les attaques du 11 Septembre, que la politique antiterroriste a accaparé l'essentiel de l'attention de l'exécutif – elle doit être créditée de l'absence de nouveaux attentats – au détriment de la gestion des conséquences de catastrophes, qu'elles soient naturelles ou non. C'est un nouveau grand chantier qui s'ouvre, là encore, dans un grand climat d'incertitude pour la population américaine.

22. UN FOSSE TRANSLANTIQUE GRANDISSANT

La toute puissance hégémonique américaine, et ses corollaires que nous avons étudiés dans la première partie, entre autres en matière de politique étrangère unilatéraliste, engendrent un profond bouleversement de la relation transatlantique. Ainsi, les malentendus et l'incompréhension s'accumulent entre les Etats-Unis et l'Europe, et la guerre en Irak et les dissensions européennes qui l'ont suivie en sont l'aboutissement, mais sans doute pas la cause. L'Europe voit les Etats-Unis comme un Etat unilatéraliste et belligérant alors que selon le point de vue américain, l'Europe est faible. Ces perceptions sont bien sûr généralisées mais il n'en reste pas moins qu'elles ont tendance à s'affirmer de plus en plus. Il est intéressant de s'attarder sur les thèses de Robert Kagan, néoconservateur vivant en Europe à Bruxelles, et parues dans deux ouvrages *La puissance et la faiblesse* (2002), ainsi que *Le revers de la puissance* (2004).

221. L'origine historique de la « force » américaine et de la « faiblesse » européenne

Dans son ouvrage *La puissance et la faiblesse*¹⁰, Robert Kagan nous place face à un constat : l'Europe et les Etats-Unis ne partagent plus la même vision du monde quant à leur façon de résoudre les problèmes. Alors que les Etats-Unis préfèrent la force, l'Europe se tourne vers la négociation et la coopération. Selon Kagan, elle « *pénètre dans un paradis post historique de paix et de relative prospérité, concrétisation de ce que Kant nomme la 'la paix éternelle'* » alors que les Etats-Unis continuent d'agir « *dans le monde anarchique décrit par Hobbes* » où la paix dépend de l'usage de la force militaire. Kagan tente de nous démontrer que ce clivage n'est pas récent, et qu'il n'est pas uniquement dû à la politique actuelle de G.W. Bush ou aux changements stratégiques de l'après 11 septembre. Au contraire, les raisons de ce clivage sont profondes et anciennes.

La « disparité des forces » c'est à dire la supériorité écrasante des Etats-Unis en terme de capacités militaires a conduit l'Europe à se placer en position de faiblesse et donc à être hésitante devant toute intervention militaire. L'abandon de la politique de la force en Europe remonte à l'entre-deux guerre. Après les massacres de la première guerre mondiale, l'Europe veut se tourner vers un système de sécurité collective avec la mise en place de la SDN (Société des nations). Kagan qualifie de « stratégie de la faiblesse » la stratégie d'apaisement envers l'Allemagne car cette politique conduit à la Seconde guerre mondiale en permettant à l'Allemagne de se réarmer et en lui accordant ses volontés d'extension territoriale.

La fin de la Seconde Guerre mondiale suivie de l'entrée dans la Guerre Froide marque vraiment le déclin des pays européens en termes de puissance. Ils cèdent peu à peu leurs acquisitions coloniales. L'Europe dépend désormais des Etats-Unis pour sa sécurité. Surviennent alors les premières tensions : les Etats-Unis souhaitent que l'Europe augmente ses dépenses militaires afin de participer d'avantage à l'OTAN et donc à la défense commune. Or, selon Kagan, « *la garantie nucléaire américaine leur ôta toute envie de dépenser les sommes qui auraient été requises pour qu'ils retrouvent leur statut de grande puissance militaire* »¹¹. Toutefois, le simple fait d'avoir été le

¹⁰ R. Kagan, *La puissance et la faiblesse*, 2002.

¹¹ Op. cit. p.33.

centre stratégique de la lutte entre communisme et capitalisme permet à l'Europe de continuer à bénéficier d'une certaine reconnaissance et influence au plan international. Ensuite, les conflits dans les Balkans ainsi que l'élargissement de l'OTAN aux anciens pays satellites de l'URSS donnent encore un dernier sursis à l'importance stratégique de l'Europe. Le traité de Maastricht et les perspectives d'union politique, économique et militaire ont pu faire penser que l'Europe allait devenir un contrepoids aux Etats Unis dans un monde multipolaire. Or même si sur le plan de l'intégration économique et politique, l'Union Européenne est plutôt un succès, l'aspect militaire et concernant la défense est encore peu développé. L'Europe est donc restée pour sa défense sous la dépendance américaine : le conflit dans les Balkans prouve l'incapacité de l'Union Européenne à assurer sa propre défense.

Les Européens se trouvant au milieu du théâtre d'affrontement entre l'est et l'ouest ont davantage déployé des forces terrestres destinées à s'opposer à toute invasion soviétique. Les Etats-Unis se sont concentrés sur des forces plus mobiles. Depuis lors, les Européens n'ont pas voulu consacrer une plus grande partie de leur budget à la restructuration de leur défense ni même à celle de l'OTAN. Pour eux, la fin de l'URSS est au contraire l'occasion de diminuer leurs dépenses d'armement. Au contraire, pour les Etats-Unis, la fin de la Guerre Froide n'a pas fondamentalement changé leur stratégie dite « des deux guerres », c'est à dire la capacité militaire de pouvoir mener deux guerres en même temps sur deux fronts différents. C'est pourquoi la disparition de l'URSS accroît la puissance américaine puisqu'elle peut maintenant être utilisée dans d'autres conflits à travers le monde. Dès lors l'écart entre les capacités européennes et américaines se creuse encore davantage.

222. Cette disparité des forces entraîne une divergence des points de vue quant au recours à la puissance

Selon Kagan cette disparité des forces entraîne alors une divergence des points de vue car « *les pays forts voient naturellement le monde sous un autre angle que les pays faibles* »¹². Alors que ces divergences sont plus ou moins masquées pendant la Guerre Froide à cause de l'ennemi commun qu'est l'URSS, l'effondrement de cette dernière exacerbe les disparités entre les Etats-Unis et l'Europe. Selon Kagan, « ces

¹² R. Kagan, *La puissance et la faiblesse*, 2002, p.47.

différends sont avant tout le reflet de la disparité des forces »¹³. La récente crise en Irak prouve selon lui sa thèse : si les Européens n'ont pas voulu intervenir militairement, c'est parce qu'ils ne le peuvent pas. Il souligne que « l'incapacité à répondre aux menaces conduit à la tolérance mais elle peut également conduire au déni »¹⁴. Si l'Europe cherche avant tout à résoudre les problèmes par l'économie et le commerce, c'est parce que tel est le domaine où elle est forte. Les points de vue sont également divergents car les Etats-Unis sont une plus grande cible que l'Europe pour les « Etats voyous ». En effet, ce sont les seuls capables par leur puissance militaire d'intervenir partout dans le monde, ils assurent donc en un certain sens la « sécurité collective » et se trouvent donc également au premier rang des représailles.

L'Europe étant dépendante des Etats-Unis pour sa sécurité se trouve donc au deuxième rang ; elle est donc logiquement moins en danger. La faiblesse de l'Europe l'a donc encouragée à construire un ordre mondial basé sur le respect du droit international ainsi que sur les organisations internationales où chaque Etat possède juridiquement les mêmes droits quel que soit sa puissance. « *Pour les Européens, le Conseil de sécurité de l'ONU est un substitut du pouvoir qui leur fait défaut »¹⁵. Il leur permet en effet de contrôler dans une certaine mesure les actions américaines, encore faut-il que les Etats Unis s'y soumettent car ils ont la capacité d'agir seuls.*

223. L'absence de contrepoids européen à l'hyperpuissance ou un espace de paix créé par les Etats-Unis

Kagan affirme que l'Europe est entrée dans le paradis postmoderne, c'est-à-dire dans le monde de la paix perpétuelle. Ainsi elle place le droit international, la négociation, le commerce au centre de la résolution des conflits. Elle rejette l'emploi de la force. Elle pense alors qu'il est possible d'étendre de modèle à toutes les relations internationales, par exemple pour le cas de l'Iran ou de l'Irak. L'Europe ne voit donc pas d'un bon œil le fait que l'Amérique utilise sa puissance pour régler les problèmes puisque cela met en péril la vision européenne du monde : « *nier la validité du nouvel*

¹³ Op. cit. p.50.

¹⁴ Op.cit. p.54.

¹⁵ Op. cit .p.65.

idéisme européen revient à mettre sérieusement en question la viabilité du projet européen »¹⁶.

En effet, l'Union Européenne toute entière est basée sur le droit et son respect. Kagan reproche à l'Europe son nombrilisme mais l'excuse par le nombre important de projets internes qu'elle doit mener (élargissement, Constitution...) qui l'empêchent d'avoir selon lui une véritable politique étrangère. Toutefois, Kagan souligne que cette Europe, ce sont les Etats-Unis qui l'ont créée : en assurant de l'extérieur la sécurité, ils ont dispensé les Européens de le faire. En fait, il existe une « double norme » pour les Etats-Unis qui, dans le monde postmoderne qu'est l'Europe, peuvent utiliser les lois, mais par contre recourent aux lois de la jungle dans les parties du monde qui ne sont pas encore rentrées dans ce « paradis ». Les Etats-Unis doivent donc naviguer entre ces deux mondes « *essayant à la fois de respecter, défendre et promouvoir les lois de la société civilisée moderne tout en recourant dans le même temps, à la force militaire contre ceux qui refusent de se plier à ces règles* »¹⁷.

Les Etats-Unis défendent leur « intérêt national » avant tout. G.W.Bush, en prenant ses fonctions, prône un désengagement des Etats-Unis dans les affaires du monde, comme par exemple pour le problème israélo-palestinien. Puis, après le 11 septembre, lorsque l'Amérique est touchée, la question essentielle à ses yeux n'est plus l'unité de l'Ouest mais sa propre défense. De plus, les Etats-Unis n'ont pas fondamentalement changé leur façon de régler les problèmes mondiaux puisque Kennan parle déjà de recours à la force dans son « Long Télégramme » en 1941. Le 11 septembre n'a fait que renforcer l'attitude américaine vis-à-vis de la puissance. Pour Kagan, la seule solution pour l'Europe est de s'adapter à l'hégémonie américaine. Quant aux Etats-Unis, ils doivent être fiers d'avoir participé à la création de cette Europe de paix mais ne doivent pas non plus compter sur elle pour régler les problèmes du monde. Il leur faut agir unilatéralement, « *non par goût de l'unilatéralisme mais simplement parce que, une Europe faible ayant renoncé à la puissance, ils n'ont guère d'autre choix que d'agir unilatéralement* »¹⁸. Toutefois, Kagan conseille à l'Amérique de se montrer un peu plus compréhensible envers le multilatéralisme afin de se constituer un

¹⁶ Op. Cit. p.100.

¹⁷ Op. Cit. p.118.

¹⁸ Op.Cit. p.154.

capital politique qui pourrait être utile en temps de crise, lorsque l'action unilatérale est inévitable.

224. La crise de légitimité de la diplomatie américaine

Néanmoins, la diplomatie américaine a de plus en plus de mal à recueillir des soutiens en faveur de ses objectifs. Ainsi, après les expériences de l'Irak et l'échec de la « vitrine démocratique » que les USA voulaient établir au Moyen Orient, il n'est pas sûr que cette capacité s'accroisse.

Ainsi, Robert Kagan, dans son ouvrage « le revers de la puissance », évolue par rapport à 2002, et soutient que les ingrédients de la légitimité se sont évanouis avec la fin de la Guerre Froide et que les menaces nouvelles - islam radical, terrorisme - n'ont pas remplacé la menace soviétique comme fondement de la légitimité du protecteur américain. Il convient que la puissance ne peut s'exercer qu'appuyée sur un socle de légitimité, même si la notion même de légitimité et de légalité devraient être réexaminées à la lumière des nouvelles menaces, qui tendent à invalider le système multinational étatique, puisque venant d'entités souvent transnationales. L'Europe est la seule à même de produire cette légitimité, en raison des valeurs libérales partagées avec l'Amérique. En contrepartie de cette légitimité, les Etats-Unis devraient concéder aux Européens une certaine influence, devront prendre en compte les intérêts et les craintes de leurs alliés et, « *dans le cadre d'un nouveau contrat transatlantique, accepter d'accorder aux Européens un certain droit de regard sur l'usage que l'Amérique fera de sa puissance, à condition, naturellement, que ce droit s'exerce avec mesure* ». Le cadre de ce contrat pourrait, pour Kagan, être l'OTAN, « *la seule organisation capable de concilier l'hégémonie américaine avec l'autonomie et l'influence des Européens* ».

Au fond, ce qui pose problème aux Européens n'est pas l'action préventive dans son principe, mais de savoir qui l'entreprend et qui en décide, ou, si l'on veut une formulation différente, « *comment faire pour contrôler la seule superpuissance* ». S'ils veulent bénéficier de la légitimité pour recourir à la force, les Etats-Unis doivent embrasser le multilatéralisme, mais cette notion a une signification différente pour les uns et les autres, selon que l'on considère que l'autorisation du Conseil de Sécurité est indispensable ou simplement souhaitable. Or cette prescription est fluctuante, comme le montre la différence de traitement entre les interventions au Kosovo et en Irak. Et l'« unilatéralisme » reproché aux Etats-Unis dans ce dernier cas est donc imputable au premier chef au refus de Paris et de Berlin d'accorder leur soutien ou, plus

généralement, à l'inaptitude des Européens à exercer une influence significative sur Washington. En d'autres termes, « *la crise de légitimité ne porte pas seulement sur des règles de droit ni même l'autorité suprême du Conseil de Sécurité. Elle est aussi, dans une large mesure, la résultante d'une lutte d'influence transatlantique* ».

23. L'ANTIAMERICANISME COMME POISON

L'anti-américanisme (ou américanophobie) décrit une position dédaigneuse, méfiante ou hostile vis-à-vis de la politique des Etats-Unis d'Amérique, de la société, de l'histoire, de la culture ou du peuple américain.

L'unilatéralisme a pour effet de nourrir un anti-américanisme de plus en plus vigoureux. La croissance de ce dernier est proportionnelle à l'affirmation du premier.

231. Aux origines de l'antiaméricanisme européen

En premier lieu, notons que l'anti-américanisme est une constante dans la vie politique européenne. Au début du XXe siècle, il était déjà de bon ton de critiquer le matérialisme américain et de craindre qu'il ne vienne corrompre la civilisation occidentale. Les Etats-Unis divisent les Européens car ils offrent un système de valeurs universelles qui sert tantôt de modèle, tantôt de repoussoir. Avec la dénonciation des multinationales dans les années 60 déjà, puis l'épisode de la guerre du Vietnam, dans les années 70, on peut retrouver à chaque époque une variante du sentiment anti-américain. Mais il existe des formes plus viscérales, particulièrement chez les intellectuels. Dans son *Introduction à la Métaphysique* (1952), Martin Heidegger évoque « *l'Europe broyée par les pinces de la grande tenaille avec d'un côté la Russie, de l'autre l'Amérique* ». Le philosophe allemand dénonce à travers l'Amérique le monde du matérialisme, l'univers de l'uniformité, de la décadence de l'esprit, dont le seul aboutissement est la « *castration de l'esprit* » et « *l'invasion du démoniaque* ». A la même époque, Emmanuel Mounier, fondateur de la revue « *Esprit* », dénonçait les Etats-Unis comme le « *pays le plus immoral du monde, asservi au pouvoir de l'argent qui lui tient lieu d'âme* ». L'Amérique était pour lui une « *barbarie qui menaçait toute civilisation humaine* ». Au lendemain de la seconde guerre mondiale, cet anti-américanisme viscéral franco-allemand se teinte en outre d'une coloration anti-impérialiste.

L'anti-américanisme n'a donc rien de neuf. C'est une attitude de rejet d'un peuple et de ses symboles qui fonctionne comme toute autre idéologie discriminatoire. Cette idéologie a pour caractéristiques de dénigrer l'Amérique et ses actions, de stéréotyper son peuple et ses dirigeants en refusant presque de les voir comme des êtres humains, et d'accuser l'Amérique d'être seule responsable des malheurs du monde.

232. Une notion floue multi facettes

D'innombrables facteurs sont susceptibles d'expliquer l'antiaméricanisme, cette condamnation primaire et sans appel de l'hégémonie qu'exerce les américains sur le monde de l'après guerre froide. Le phénomène se manifeste en plusieurs lieux et à des degrés divers, parfois de façon violente, parfois d'une manière purement verbale. Mais surtout, il a tendance à faire l'économie de la nuance, des comparaisons et des mises en contexte. Ainsi, si la principale expression au niveau politique de l'antiaméricanisme passe par un dénigrement de la politique étrangère dans sa globalité, on oublie, à titre d'exemple, les contributions des administrations Carter ou Clinton pour tenter de résoudre le conflit au Proche-Orient. Sur un autre plan, l'expression économique de l'antiaméricanisme accuse souvent les américains de promouvoir la mondialisation de la pensée libérale unique et le capitalisme est condamné pour ses iniquités. On omet néanmoins de souligner que ce capitalisme a favorisé, à juste dose certes, l'enrichissement des économies, contrairement aux expériences socialistes

Un premier facteur général d'explication de l'antiaméricanisme pourrait résider dans la tendance universelle à blâmer les puissants. Les empires ont toujours suscité l'insatisfaction, l'aliénation et le ressentiment. Les américains ont eu beau s'efforcer de réaliser une hégémonie bienveillante, ils n'ont guère réussi à transmettre cette perception à leurs partenaires, et encore moins à ceux qui ne jouissent même pas de ce titre. L'empire américain se sort toutefois assez bien de la comparaison avec les autres empires de l'histoire. Il n'en demeure pas moins qu'il exerce un contrôle sans pareil et d'une étendue jamais égalée.

Un autre facteur d'explication a trait aux prises de position anticapitalistes qui se font entendre un peu partout dans le monde. Non seulement les marxistes dépités par le triomphe quasi insolent de l'économie de marché depuis la fin de la guerre froide, mais aussi des socialistes modérés, voire des humanistes, se dressent aujourd'hui contre la grande puissance. Ils l'accusent d'imposer un capitalisme sans merci, ne laissant guère de place à la solidarité sociale et à la redistribution de la richesse et d'être ainsi

responsable des scandaleux écarts de niveau de vie qui existent entre pays. Il est évident que le libéralisme économique n'est pas l'apanage des seuls américains. Mais les Etats-Unis d'Amérique sont sans conteste la puissance qui incarne le mieux cette doctrine et qui étouffe le plus vigoureusement les conceptions alternatives.

L'antiaméricanisme pourrait encore s'expliquer par l'ambiguïté des sentiments inspirés par un pays que l'on admire toujours autant qu'on le déteste. Peut-être sommes-nous à ce point déçus par ses performances contemporaines, ses trahisons et sa déchéance parce que nous nous sommes trop habitués à attendre beaucoup de ce grand foyer de la démocratie. Peut-être nous sommes-nous fait une idée démesurée de la « générosité » américaine. Le discours américain a sans doute sa part de responsabilité. Les américains ont fait beaucoup de promesses, à l'instar du président Wilson qui proposait de délivrer le monde du fléau de la guerre, de Franklin Roosevelt au lendemain de la seconde guerre mondiale ou de John F. Kennedy et sa « *nouvelle frontière* ». Si l'on réclame aujourd'hui un plan Marshall pour les pays défavorisés, c'est en raison des résultats positifs de ce programme de reconstruction de l'Europe, qui avait été mis en lace en 1947 et qui est notamment à l'origine du relèvement spectaculaire des pays de l'Europe de l'Ouest. Que cet État, qui a tant promis, pratique une politique étroitement axée sur ses intérêts nationaux, comme l'ont d'ailleurs fait toutes les autres grandes puissances, a de quoi décevoir profondément. Stanley Hoffmann a d'ailleurs parlé de « *manœuvres machiavéliques derrière une façade wilsonienne* ».

Beaucoup d'autres éléments pourraient être ajoutés au dossier de l'antiaméricanisme, telles la critique antilibérale en matière de mœurs, la critique anti-impérialiste, la lutte contre la culture de masse, la critique humaniste (contre la peine de mort), la critique écologique ou encore une critique antireligieuse.

CONCLUSION

Combiner « hard » et « soft » power n'est pas chose facile, particulièrement lorsque l'on se trouve en situation hégémonique comme le sont les Etats-Unis aujourd'hui. Ainsi, il apparaît que les américains doivent progresser au moins dans trois domaines : l'attraction du modèle américain doit être revue dans son corollaire d'exportation du modèle, car on peut souhaiter atteindre le niveau de prospérité ou de technologie de l'hyperpuissance sans en imiter nécessairement les mœurs et la culture, et sans s'aligner sur sa politique. Ensuite, la capacité de la diplomatie américaine à recueillir des soutiens en faveur de ses objectifs est insuffisante. Or après les expériences de l'Irak et l'échec, pour l'instant, de la « vitrine démocratique » que les Etats-Unis voulaient établir au Moyen-Orient, il n'est pas certain que cette capacité s'accroisse rapidement. Il est nécessaire pour les américains d'associer ses alliés historiques, européens entre autres, aux décisions prises pour gagner en légitimité. Enfin, la promotion de l'image des USA est à réinventer.

La guerre en Irak est-elle perdue ? Rien n'est encore sûr dans ce domaine, mais le rapport Baker-Hamilton amorce un début de prise de conscience des difficultés réelles, même si ce débat est insuffisant car ne remettant pas en cause l'utilisation unilatérale de la puissance américaine.

Aucune autre nation - que ce soit la Chine, l'Europe, l'Inde ou la Russie - n'a la puissance ou le sens d'une mission pour remplacer les Etats-Unis. Seule l'Amérique avait (et a potentiellement encore) la capacité de fusionner dans sa politique étrangère réalisme et idéalisme, ses propres intérêts et l'éthique. Les Etats-Unis sont le seul pays à s'être donné pour mission d'intégrer la liberté et la démocratie dans le cadre de sa politique étrangère. Bien sûr, cela n'a pas toujours, et pas partout, été le cas, en particulier en Amérique latine. Mais dans les cas où cette politique s'est appliquée avec succès, la volonté et la détermination de l'Amérique à rechercher une coopération internationale ont créé un ordre mondial dont les institutions cimentent toujours l'unité. Les Nations unies, l'Otan, le FMI et la Banque mondiale, le droit international public et la Cour pénale internationale, même l'Europe libre et unifiée d'aujourd'hui, sont autant de réalisations souveraines de la politique étrangère américaine. Elles sont les jalons des moments de l'Histoire où les États-Unis ont utilisé leur pouvoir pour établir un ordre mondial, tout en poursuivant leurs propres intérêts de la manière la plus efficace et la plus durable.

Le Moyen-Orient, la Corée du Nord, le Darfour, l'Afrique centrale et de l'Est ou le Caucase - les Etats-Unis ne peuvent plus agir seuls dans aucune de ces régions. Et pourtant, sans l'Amérique et sa puissance, les perspectives d'avenir sont encore plus sombres : plus de dangers, plus de chaos.

La situation est la même en ce qui concerne la croissance globale, l'énergie, la gestion des ressources naturelles, le changement climatique, l'environnement, la prolifération nucléaire, le contrôle des armes et le terrorisme. Aucun de ces problèmes ne peut être résolu, ou même contenu, unilatéralement. Et pareillement, aucune ébauche de solution n'a de chance d'aboutir sans l'Amérique et son hégémonie décisive.

La même constatation s'applique à l'avenir du droit international public, de la récente Cour pénale internationale et des Nations unies. Faute de développer davantage ces lois et institutions, la mondialisation prendra, elle aussi, une voie plus chaotique.

Madeleine Albright a une fois qualifié les États-Unis de « nation indispensable ». Elle avait raison alors et a raison aujourd'hui encore. Une seule puissance a la capacité de faire perdre aux États-Unis leur position unique : l'Amérique elle-même. La question est aujourd'hui de savoir si le débat en cours marque le début du déclin de l'Amérique ou, il faut l'espérer, l'amorce d'un retour au multilatéralisme. L'Amérique se ralliera-t-elle à l'esprit de 1945 ou, malgré ses déconvenues, tiendra-t-elle à faire cavalier seul ?

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE : L'HEGEMONIE AMERICAINE, MYTHE OU REALITE ?	3
11. DE LA PUISSANCE	3
111. L'Hyperpuissance	3
112. Soft et Hard power	4
12. LES PILIERS DE L'HEGEMONIE AMERICAINE	5
121. Une politique étrangère globale mais régionalisée	6
122. Suprématie militaire indiscutable	7
123. Prépondérance économique	8
124. Hégémonie culturelle et idéologique	10
13. SOFT POWER, UNE NOTION CLE DE LA STRATEGIE AMERICAINE	11
131. Promouvoir le « modèle » américain	11
132. Apprendre à combiner Soft et Hard power	12
133. Le déclin du Soft power	12
14. L'HEGEMONIE AMERICAINE EN QUESTION	13
141. La puissance et rien d'autre	13
142. La surprise de la vulnérabilité	14
143. Le choix décrié de l'unilatéralisme	16
DEUXIEME PARTIE : LE REVERS DE LA MEDAILLE	18
21. LE MODELE AMERICAIN EN QUESTION	18
211. La plus vieille démocratie du monde n'est pas parfaite	18
212. Un système économique et social contrasté et inéquitable	19
213. Les ravages de Katrina sur le mythe du modèle américain	21
22. UN FOSE TRANSATLANTIQUE GRANDISSANT	24
221. L'origine historique de la « force » américaine et de la « faiblesse » européenne	25
222. Cette disparité des forces entraîne une divergence des points de vue quant au recours à la puissance	26

223.	L'absence de contrepoids européen à l'hyperpuissance ou un espace de paix créé par les Etats-Unis	27
224.	La crise de légitimité de la diplomatie américaine	29
23.	L'ANTIAMERICANISME COMME POISON	30
231.	Aux sources de l'antiaméricanisme européen	30
232.	Une notion floue multi facette	31
	CONCLUSION	34

BIBLIOGRAPHIE

J.-F. Revel, *L'obsession anti-américaine*, 2002.

A Bloch-Lainé, *Les instruments de la puissance américaine*, Questions internationales.

Joseph Nye, *Quand les règles du jeu changent*, 1990.

Joseph Nye, *Ignoring Soft power*, Chicago Tribune, 2004.

Hubert Védrine, Interview publiée par *Europe Magazine*, juillet 2000.

Robert Kagan, *La puissance et la faiblesse*, 2002.

Robert Kagan, *Le revers de la puissance*, 2004.

Aymeric Chauprade, *Géopolitique des Etats-Unis*, 2005.

Yves Lacoste, *Dictionnaire de géopolitique*, 1995.

Yves Lacoste, *Géopolitique, la longue histoire d'aujourd'hui*, 2006.

Denis Lacorne, *Les Etats-Unis*, 2006.

Pierre Melandri et Justin Vaïsse, *L'empire du milieu. Les Etats-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, 2001.

Pierre Melandri, *Les Etats-Unis, un empire qui n'ose pas dire son nom*, 2004.

Huntington S., *Le choc des civilisations et l'ordre mondial*, 1997.

H. Kissinger, *la nouvelle puissance américaine*, 2002.

Z. Brzeninski, *The Choice: global domination or global leadership*, 2004.

Richard Haas, *du bon usage de la puissance*, 2000.

Quadrennial Defense Review Report, 2006.